

## La compétitivité de la France<sup>1</sup>

*Ce document est le résumé d'un article du Monde du 21 janvier 2011. Il a été diffusé par InterInnov en date du 16 février 2011.*

### Un écart de compétitivité toujours plus important entre la France et l'Allemagne

La notion de compétitivité – essentielle pour l'économie d'un pays car fortement liée à sa croissance – concerne à la fois ses performances commerciales vis-à-vis du reste du monde, et sa capacité à répondre à la demande mondiale.

Alors que depuis le début des années 2000, la France voit la part de ses exportations diminuer dans le total des exportations de l'Union Européenne (-3,5 points de pourcentage), l'Allemagne connaît un climat économique bien plus favorable. En effet, avec une croissance du PIB prévue à hauteur de 2,3% pour l'année 2011, une baisse continue du chômage (tombé à 7%) et une part de l'exportation en hausse constante (33% des exportations de la zone euro en 2008), l'économie allemande ne s'est jamais aussi bien portée depuis la réunification. Pourtant, elle ne fut pas épargnée par la crise : en 2009, l'Allemagne connaît la pire récession de son histoire (-4,9%). Première touchée par la crise en Europe, elle en est donc aujourd'hui la première à en sortir.

De l'autre côté du Rhin, la moindre augmentation relative de sa part d'exportation dans la zone euro est généralement couplée d'une accélération importante des importations, notamment de produits industriels. Par conséquent, le solde déficitaire des échanges extérieurs n'a cessé de s'accroître. Parallèlement à cela, les industriels disparaissent plus vite en France car leur valeur ajoutée ne représente plus que 40% de celle de l'Allemagne, contre 50% dix ans plus tôt. Entre 2000 et 2007, la France aurait alors perdu 13% de ses entreprises industrielles par rapport à l'Allemagne. Enfin, l'écart entre les soldes des échanges de marchandises des deux pays s'élève à 200 milliards d'euros soit 10% du PIB de la France.

Si les deux peuples se disent inquiets face à la crise (plus de 80% d'après une enquête IFOP), leur vision l'un de l'autre ne s'accorde pas autant : 31% des Français considèrent les Allemands comme étant des partenaires privilégiés contre seulement 18% dans l'autre sens. Depuis dix ans, l'écart économique entre les deux pays se creuse de plus en plus. L'affaiblissement de la compétitivité française pèse fortement sur le potentiel d'investissement et d'innovation des entreprises, il ne doit donc pas être ignoré.

### La solution proposée par le MEDEF : les augmentations de la TVA, de la CSG et du temps de travail

Alors que le coût du travail est actuellement entre 5 à 15% plus important en France qu'en Allemagne, la patronne des patrons français, Laurence Parisot souhaite que le ministre de l'industrie, Eric Besson s'attarde davantage sur cette question pour réduire l'écart de compétitivité entre la France et l'Allemagne. En effet, réduire les charges patronales permettrait de réduire le coût du travail, donc les coûts de production et par extension les prix. De ce fait, la France verrait sa compétitivité-prix augmenter face à l'Allemagne.

---

<sup>1</sup> Résumé d'un article du *Monde* du 21 Janvier 2011.

Parallèlement, pour compenser cette diminution des charges, le MEDEF propose d'augmenter la CSG (Contribution Social Généralisée), ainsi que la TVA, permettant ainsi un transfert de cotisation. L'augmentation du temps de travail avec la suppression des 35 heures devrait également être étudiée.

Pourtant, selon l'institut économique de Berlin, le coût du travail moins élevé n'explique pas à lui seul la différence de compétitivité entre la France et l'Allemagne. En effet, une spécialisation dans les biens d'équipement et la réputation d'avoir des produits de grande qualité sont des éléments pertinents pour expliquer la supériorité industrielle de l'Allemagne par rapport à la France.

## **La solution proposée par le Parti Socialiste : la création d'un pôle public d'investissement industriel**

Le Parti Socialiste, qui fait de l'emploi sa priorité pour les prochaines élections présidentielles, semble également préoccupé par cet écart de compétitivité qui sépare la France de l'Allemagne. Sa proposition pour palier ce problème consiste en la création d'un pôle public d'investissement industriel permettant à l'Etat de s'impliquer davantage sur cette question et de devenir le fer de lance de la stratégie industrielle française.

Dans ce cadre, les investissements devraient aller en priorité aux secteurs les plus porteurs tels que la santé, l'énergie, le bâtiment et les technologies de l'information et de la communication. Une attention particulière sera également portée aux PME. Le PS propose donc selon les termes de la première secrétaire Martine Aubry une approche « interventionniste et européenne » en opposition à l'approche « libérale et française » préconisée actuellement.

## **La solution proposée par Coe-Rexecode : la création d'un pacte de compétitivité industrielle<sup>2</sup>**

Coe-Rexecode est un institut d'études économiques présidé par Michel Didier et qui a réalisé le rapport intitulé « Mettre un terme à la divergence de compétitivité entre la France et l'Allemagne ». Dans ce rapport qui a été remis à Eric Besson, Coe-Rexecode préconise la création d'un pacte de compétitivité industrielle, qui se composerait de cinq priorités :

- « Prendre en compte l'impératif de compétitivité dans toute réforme de la fiscalité » : elle encouragerait à maintenir et développer le capital industriel présent en France ;
- « Améliorer notre « capacité à travailler ensemble » pour adapter dans l'entreprise le compromis social (salaire-emploi-durée du travail) à la contrainte de compétitivité »: cela comprend un débat sur le temps de travail ;
- « Accorder une plus grande importance au capital humain »: Cela implique d'améliorer la stabilité de l'emploi ;
- « Axer plus nettement l'effort de formation et de recherche sur le couplage recherche-industrie et le process industriel » : la France souffre d'un retard industriel en R&D, qui doit être comblé et couplé d'une meilleure relation entre recherche et solutions industrielles ;

---

<sup>2</sup> Coe-Rexecode, *La compétitivité française en 2010*, Les documents du travail, N°22, Janvier 2011.



- « Mettre en œuvre une mesure forte et urgente de recalage de nos coûts industriels »: une diminution de 5 à 10% des coûts de productions pourrait entraîner une réduction des dépenses publiques et contribuerait à la lutte contre la désindustrialisation en France.

## Une réalité à relativiser ?

Cependant, l'information rapportée par COE-Rexecode, tant dans le rapport, que dans le chiffre est remise en cause dans l'éditorial de Philippe Askenazy<sup>3</sup>. En effet, ce dernier rappelle que ce Centre d'Observation Economique est en réalité fortement lié au patronat et met en avant les chiffres servant à appuyer la théorie qu'il défend. En réalité, certains chiffres, plus récents ou de sources différentes ont été occultés car pas assez pertinents. Askenazy va même jusqu'à démontrer que le coût du travail n'est pas plus élevé en France qu'en Allemagne, seul le mode de calcul diverge.

---

<sup>3</sup> *Le Monde Economie* du 15 février 2011